



PRÉFÈTE DE LA SOMME

Service de coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de
l'utilité publique
Installations classées pour la
protection de l'environnement
Société ERIC LEDEUX SERVICES
Commune de Fins

Mise en demeure

ARRÊTÉ du **20 JAN. 2020**
La Préfète de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514 5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des VHU ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de VHU ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 autorisant la Société Eric Ledoux Services à exploiter un chantier de récupération, de tri et de stockage de métaux ferreux et non ferreux, de papiers/cartons et de bois, de plastiques, de chiffons textiles et de déchets industriels provenant d'installations classées pour la revente située Chaussée Brunehaut à Fins (80 360) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2019 portant délégation de signature de Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu la circulaire du 27 août 2012 relative aux modalités d'application de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de VHU ;

Vu la visite d'inspection réalisée, par l'inspection des installations classées, le 25 novembre 2019 sur le site précité ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 27 décembre 2019 conformément aux articles L. 171-6, L. 514-5 et L. 541-3 du code de l'environnement ;

Considérant que l'ordonnance n° 2012-34 du 11 janvier 2012 portant simplification, réforme et harmonisation des dispositions de police administrative et de police judiciaire du code de l'environnement introduit de nouvelles dispositions administratives et pénales en termes de contrôle des installations classées ;

Considérant que le site de Fins accueille des VHU et qu'aucune demande d'autorisation n'a été déposée pour accueillir ces VHU ;

Considérant que la société ERIC LEDEUX SERVICES n'est pas agréée pour l'activité de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage relevant du régime de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant qu'un brûlage à l'air libre a été constaté ;

Considérant que la réserve incendie était vide et inaccessible ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 25 novembre 2019 du site précité, l'inspection des installations classées a constaté les non-conformités majeures suivantes :

- La société ERIC LEDEUX SERVICES exploite une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage sans l'enregistrement requis ;
- L'exploitant ne dispose pas de l'agrément pour le site de Fins, il ne respecte donc pas les articles R. 543-155 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'obligation d'agrément ;
- La réserve d'eau incendie est vide et inaccessible ;
- Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ERIC LEDEUX SERVICES de régulariser et respecter les prescriptions des articles précités afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et notamment la sécurité ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

Article 1 –

La Société ERIC LEDEUX SERVICES située Chaussée Brunehaut à Fins (80 360) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté soit :

- En déposant en préfecture un dossier de demande d'enregistrement conforme à l'article R. 512-46-1 et une demande d'agrément Centre VHU conforme à l'article R. 543-162.

- En cessant son activité de centre VHU.

Les délais sont les suivants :

- Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les 30 jours, selon les articles R. 512-46-25 et suivants du code de l'environnement ;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement intégrant un dossier de demande d'agrément, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 – Mesures conservatoires

Les mesures conservatoires ci-dessous ne préjugent pas de la décision qui interviendra à l'issue de la procédure de régularisation prescrite par la mise en demeure.

Les mesures conservatoires ci-dessous sont susceptibles de faire l'objet des mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-8 et ne préjugent pas d'une éventuelle suspension prononcée en application de l'article L. 171-7 durant ou à l'échéance de la mise en demeure.

- Enlèvement des VHU

L'exploitant procède à la date de notification du présent arrêté à l'enlèvement des véhicules hors d'usages (VHU) et pièces associées stockées sur son site.

Les VHU sont remis à un opérateur agréé centre VHU ou broyeur VHU.

L'exploitant communiquera à la Préfète tous les justificatifs relatifs à cet enlèvement.

Article 3 – La Société ERIC LEDEUX SERVICES située Chaussée Brunehaut à Fins (80 360) est mise en demeure de respecter sans délai les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 relatives aux dispositions générales, et notamment :

« Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. »

Article 4 – La Société ERIC LEDEUX SERVICES située Chaussée Brunehaut à Fins (80 360) est mise en demeure de respecter sans délai les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 relatives à l'étude de dangers, et notamment :

« L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. »

Notamment, la Société ERIC LEDEUX SERVICES est tenue de remplir la cuve de réserve incendie et de la rendre accessible de tout temps.

Article 5 – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 6 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de PERONNE et de MONTDIDIER, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ERIC LEDEUX SERVICES.

Amiens, le 20 JAN. 2020

Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale



Myriam GARCIA